

l'Angleterre la responsabilité des événements qui ont abouti au conflit actuel. La France n'a cessé de travailler en faveur de la paix et on la calomnie lorsqu'on prétend qu'elle aussi a sa part de responsabilité dans le conflit. Ces deux nations ont si peu ménagé leurs efforts pour maintenir la paix qu'elles ont été en butte à d'amères critiques de la part de plusieurs de leurs citoyens respectifs à cause de ce que l'on appelait ironiquement leur politique d'apaisement. En ce qui concerne Munich, je ne suis pas bien sûr que mon honorable ami, le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Woodsworth) n'ait pas, l'an dernier, blâmé les puissances responsables de la paix de Munich. Hier soir, il a semblé reprocher aux puissances démocratiques d'avoir laissé les dictateurs envahir d'autres pays et s'en emparer. Mais si le Canada, allié de la Grande-Bretagne ou de la France, s'était porté au secours de ces victimes et que mon honorable ami eût professé alors les mêmes principes et les mêmes opinions que ceux qu'il a formulés hier soir, il n'aurait pas manqué de s'opposer à une telle mesure de la part du Canada.

Tous les discours prononcés jusqu'ici démontrent que le conflit sera gigantesque: l'Empire britannique, les dominions et la France alliés contre l'Allemagne nazie et la Russie bolcheviste dont le rôle commence à se dessiner. Je ne reviendrai pas sur ce qu'ont dit le premier ministre (M. Mackenzie King), le chef de l'opposition (M. Manion) et les autres membres de la députation sur la nature du conflit, les principes et les idées qu'il met en jeu. Je partage abondamment les idées et les opinions exprimées par l'honorable député de Selkirk (M. Thorson). Je sais jusqu'à quel point il désire la paix. Comme lui, je regrette profondément d'avoir à prendre cette attitude. Mais en mon âme et conscience je ne pourrais agir autrement.

Me permettra-t-on de répondre aux objections que posent certaines gens de ma propre province? Lors de la dernière session, et je suis heureux d'avoir eu l'occasion d'exprimer mes vues sur la question avant qu'un conflit n'éclatât, j'ai souligné les difficultés insurmontables qui affronteraient le Canada, du point de vue pratique et réel, en demeurant neutre, et les difficultés juridiques presque insolubles existent toujours. Personne dans ma province, et j'appuie sur ces mots, journalistes, membres du Parlement ou d'autres, ne les a résolues, ou n'a même cherché à les résoudre. Même l'honorable député de Beauharnois-Laprairie (M. Raymond), qui s'est prononcé cet après-midi en faveur de la neutralité, n'a osé dire un mot sur la possibilité que le Canada observe la neutralité.

Il y a environ une semaine j'assistais à la convention du Barreau canadien tenue dans

la ville de Québec. Le même jour, un comité de l'Association avait étudié le projet de loi de l'honorable député de Saint-Laurent-Saint-Georges (M. Cahan) à l'effet de supprimer les appels au Conseil privé, et on décida de s'opposer à l'abolition des appels. Au cours d'une conversation, un membre éminent du barreau et de l'Association, de la province de Québec, m'apprit qu'il pourrait partager mes vues et celles de l'honorable député de Saint-Laurent-Saint-Georges (M. Cahan), mais que les hommes de lois de la province de Québec se fient plus aux lords du Conseil privé dans leurs décisions judiciaires qu'à ceux de la Cour suprême du Canada, recrutés pour la majorité dans les autres provinces. Or, si ces chefs de file et d'autres qui partagent ces vues sont en faveur aujourd'hui de la neutralité du Canada, ils n'en veulent pas moins que le Canada s'en remette aux juges d'Angleterre pour les décisions judiciaires.

Notre constitution prescrit, même après le Statut de Westminster—le Canada l'a voulu ainsi de son plein gré—que nous ne pouvons modifier la constitution du Dominion du Canada sans nous adresser au parlement de Westminster. Comment pourrait-on prétendre que cette situation supprime tout intérêt et tout lien, puisque les pouvoirs législatifs que nous possédons, nous les tenons du parlement de Westminster? Et c'est parce que nous le voulons ainsi, non pas moi mais la majorité, que cet état de choses subsiste. Comment soutenir que nous ne sommes pas liés au parlement dont nous tenons l'autorité législative que nous exerçons actuellement?

Lors de la dernière session j'ai énuméré les raisons, sur lesquelles je ne reviendrai pas aujourd'hui, qui expliquent pourquoi, dans la pratique, le Canada ne pourrait rester neutre dans une guerre importante qui engloberait l'Angleterre. Nous avons le même statut national; le sujet britannique au Canada est aussi sujet britannique à Londres et n'importe où dans le commonwealth britannique; le sujet britannique en Angleterre est aussi sujet britannique au Canada. Nous utilisons dans tout l'univers les services diplomatiques et consulaires de la Grande-Bretagne. Quelques-uns des plus importants articles de notre Code criminel sont basés sur l'absence de neutralité dans les relations entre le Canada et la Grande-Bretagne.

La loi sur l'enrôlement à l'étranger que nous avons adoptée il y a environ un an démontre que le Canada ne peut pas rester neutre, du moins sans abroger cette mesure législative. J'aimerais que tous ceux qui font montre d'opinions et de sentiments élevés me répondent immédiatement sur ces questions. Je le désirerais. Notre législation relative à la marine marchande repose sur